

Quels rapprochements franco-allemands ?

La question des similitudes croissantes entre la France et l'Allemagne dans les années 1950-1960

Parmi les tendances récentes de la recherche en sciences humaines et sociales, il faut noter le développement d'une recherche franco-allemande : elle n'est pas qualifiée ici comme telle parce qu'il s'agirait uniquement de travaux menés en commun par des équipes où se rencontrent Français et Allemands. C'est bien le cas en l'occurrence, mais le caractère franco-allemand de cette nouvelle orientation de la recherche concerne surtout l'objet de l'analyse : à l'heure de l'ouverture des questionnements scientifiques sur les phénomènes transnationaux et sur l'internationalisation des processus historiques, au moment où se développent de nouvelles branches des sciences humaines et sociales comme l'histoire des relations internationales, le dépassement des frontières nationales touche la recherche sur la France et l'Allemagne et conduit à une approche « franco-allemande », plus particulièrement sensible en science politique et en histoire. Histoire des relations bilatérales d'abord, puis histoire comparée, avant de devenir une histoire croisée, la question des transferts y est centrale, dans leur dimension culturelle dans un premier temps¹ puis, plus récemment, avec une ouverture sur les domaines politiques, économiques et sociaux.

L'un des défis de ces travaux est de savoir, à bon escient, s'émanciper du carcan bilatéral pour rendre compte de phénomènes qui s'inscrivent dans des processus plus globaux. Il en va ainsi de la transformation des sociétés européennes dans les premières décennies consécutives à la Seconde Guerre mondiale, où l'on a assisté, en France et en Allemagne, comme dans différents autres pays, à des transformations similaires qui conduisirent à l'émergence de traits communs : ce phénomène que la recherche qualifie de « processus d'occidentalisation » retient l'attention en ce qu'il touche autant les modes de vie que les valeurs et la culture

1. Michel ESPAGNE, *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, 1999.

politique. Mais a-t-il nécessairement conduit à une uniformisation qui aurait procédé à la fois des nouveaux liens de solidarité entre les alliés d'un même bloc dans la guerre froide et d'un certain « impérialisme » d'une Amérique exportant ses schémas et modes de vie ? Et cette similitude croissante a-t-elle touché de manière égale les divers espaces des sociétés française et allemande ?

Ces questions conduisent à interroger autrement la notion de « rapprochement » franco-allemand, un terme traditionnellement utilisé pour qualifier le processus par lequel les anciens ennemis ont, sous l'impulsion de personnalités et grâce à l'action de médiateurs, su dépasser les différends et trouver des modes de coopération pouvant servir à la fois les intérêts de chacun et une cause commune, européenne. Mais tout comme l'aspect strictement politique de ce rapprochement au sens du « pas vers l'autre » n'épuise pas la portée du phénomène, il est artificiel d'envisager la comparaison des sociétés indépendamment du contexte politique, diplomatique, militaire et économique dans lequel des similitudes apparaissent.

Aussi tentera-t-on de mesurer dans ces différents aspects la portée d'un mouvement qui débuta au milieu des années cinquante pour conduire à la moindre étrangeté réciproque, caractéristique de la situation actuelle.

En 2004, le cinquantième anniversaire des accords de Paris d'octobre 1954 a été l'occasion de reconsidérer une étape qui fut décisive sur le plan juridique pour les relations entre l'Allemagne fédérale et ses tuteurs, pour les débuts de la construction européenne et pour les relations franco-allemandes². On pouvait dépasser l'histoire diplomatique au sens strict pour se concentrer non seulement sur les rapports entre les sociétés civiles des partenaires occidentaux mais aussi sur les transformations économiques et sociales, la modernisation des structures, les valeurs, représentations et repères communs. En prenant en compte aussi la dimension culturelle des accords de Paris, on pouvait enfin embrasser l'espace recouvert par la notion de rapprochement, allant du règlement juridique de contentieux entre Français et Allemands en passant par divers phénomènes de convergence en matière de conceptions, objectifs politiques ou représentations, jusqu'au constat de plus grandes ressemblances des structures, des modes de fonctionnement politique et de la société dans ses diverses composantes.

2. Ce fut l'ambition d'un colloque international qui s'est tenu à Paris en octobre 2004 et dont les actes ont été publiés : Hélène MIARD-DELACROIX, Rainer HUDEMANN (Hg.), *Wandel und Integration. Deutsch-französische Annäherungen der fünfziger Jahre. Mutations et intégration. Les rapprochements franco-allemands dans les années cinquante*, München, 2005, 463 S. Cet article reprend l'essentiel de ces résultats, en particulier dans les communications de Michel Hubert, Jean-François Sirinelli, Hartmut Kaelble, Sylvie Guillaume, Christoph Buchheim, Dietmar Hüser, Andreas Fickers et Andreas Wirsching.

Ce n'est pas une précaution oratoire de rappeler que, dans les années 1950 et 1960, des différences majeures demeurent entre les deux pays. Identifier des signes de mutation ne signifie pas gommer ces différences, mais bien plutôt les interroger en en distinguant notamment la dimension diachronique — par laquelle des différences se révèlent être de simples décalages — et le caractère dynamique — qui met en évidence le poids du passé dans le présent, sous la forme du fardeau de l'expérience ou du bienfait des apprentissages.

Divergences et convergences

Dans leurs aspects démographiques tout d'abord, les deux sociétés d'après-guerre révèlent *a priori* de fortes différences ; elles tiennent aux conséquences immédiates de la Seconde Guerre mondiale avec en particulier des pertes militaires et civiles plus importantes en Allemagne, mais elles sont dues aussi aux séquelles du siècle précédent, où la transition démographique s'est déroulée de façon radicalement différente : lentement et progressivement en France, rapidement et brutalement en Allemagne. En revanche, à partir du milieu des années cinquante, même si chaque pays témoigne de spécificités, c'est la similitude qui l'emporte, tant pour ce qui est de l'évolution du mouvement naturel que de la place de la famille. Au lendemain de la guerre intervient un « *baby boom* » qui se prolonge jusqu'au milieu des années 1960 et est interrompu par un brusque renversement de tendance : les deux pays, comme leurs voisins, s'installent dans un recul en apparence continu. Considéré avec la perspective de plusieurs décennies, le recul simultané de la mortalité et de la natalité s'accompagne, par le fait d'une « seconde révolution contraceptive³ », d'une chute de la fécondité, désormais incapable d'assurer le remplacement des générations. Enfin, on observe dans les deux pays un vieillissement et une érosion similaire des structures familiales traditionnelles.

Considérée dans une dimension dynamique, la comparaison des situations démographiques en France et en Allemagne invite à prendre en considération les processus générationnels qui ont pour effet de modifier en permanence la morphologie des deux pays. En particulier, la jeune génération acquiert, dans les deux décennies d'après-guerre, un profil net, au moment où se déroulent des mutations qui touchent aussi les représentations collectives. Or celles-ci sont en partie liées aux conditions de vie, un domaine où, en dépit de difficultés plus fortement marquées en République fédérale, se dégage une nette ressemblance

3. Selon le terme de Henri LERIDON, *La Seconde révolution contraceptive. La régulation des naissances en France de 1950 à 1985*, Paris, 1987.

franco-allemande. Dans les deux pays, la première décennie est placée sous le signe de la difficulté de la vie quotidienne : en RFA, dans les années 1950, l'accueil d'environ dix millions d'Allemands expulsés des régions orientales aggrave et allonge les problèmes de logement, mais c'est en 1954 que l'abbé Pierre lance son appel révélant les difficultés des sans-logis en France — au moment où le gouvernement Pierre Mendès France décide de distribuer dans les écoles un verre de lait quotidien. À partir des années 1960, le miracle économique (*Wirtschaftswunder*) en Allemagne et les trente glorieuses en France commencent à avoir des répercussions sur les représentations d'une jeune génération, avec l'apparition d'une subculture, fondée sur une culture de masse qui trouve progressivement l'image et le son comme vecteurs principaux et qui impose ses codes juvéniles.

S'inscrivant dans un phénomène plus large, on peut sans doute parler là d'une occidentalisation, suivant dans les deux pays un processus parallèle d'acculturation de modèles venus des États-Unis⁴. Toutefois, une observation minutieuse de l'américanisation des valeurs et des modes de vie que l'on peut considérer comme l'un des marqueurs du processus d'occidentalisation fait apparaître de nouvelles différences entre la France et l'Allemagne fédérale, les influences américaines sur la culture populaire (musique de divertissement, mode vestimentaire, cinéma) paraissant plus fortes en Allemagne. Pourtant, il s'agit dans ce domaine d'un simple décalage, le phénomène d'acculturation étant seulement plus précoce en Allemagne. En revanche, le degré d'américanisation est fort différent dans les deux pays selon les domaines observés, la France résistant plus que l'Allemagne dans le domaine des pratiques et des représentations politiques. Il en va de même lorsque l'on compare l'évolution des deux économies. Tandis que les différences demeurent frappantes en matière d'intervention de l'État dans l'économie (c'est l'opposition bien connue entre la *Soziale Marktwirtschaft* ouest-allemande et l'économie dirigée avec la planification à la française, encore que la réalité de ces formes d'idéaltype doive être nuancée), on peut identifier par la comparaison un phénomène de convergence des deux économies dans le cadre plus large d'une convergence globale au niveau européen et transatlantique. La similitude croissante des économies française et allemande passe alors par un cheminement parallèle dans le sens d'une plus grande ressemblance avec l'économie américaine. C'est dans un relatif

4. En Allemagne, plusieurs ouvrages ont été consacrés à la question de l'américanisation de la société allemande et à l'histoire de ce processus : Anselm DOERING-MANTEUFFEL, *Wie westlich sind die Deutschen ? Amerikanisierung und Westernisierung im 20. Jahrhundert*, Göttingen, 1999 ; Konrad JARAUSCH u. Hannes SIEGRIST (Hg.), *Amerikanisierung und Sowjetisierung in Deutschland 1945-1970*, Frankfurt/M, 1997 ; Alf LÖDTKE u. Inge MARSSOLEK u. Adelheid VON SALDERN (Hg.), *Amerikanisierung. Traum und Alptraum im Deutschland des 20. Jahrhunderts*, Stuttgart, 1996 ; Axel SCHILDT, *Zwischen Abendland und Amerika. Studien zur westdeutschen Ideenlandschaft der 50er Jahre*, München, 1999.

parallélisme par rapport à une référence commune, l'économie américaine, que l'on trouve une modalité de convergence franco-allemande. La notion de convergence est essentielle pour identifier le processus de similitude croissante avec la conservation de spécificités nationales. Dans les deux décennies d'après-guerre, ce phénomène se manifeste par exemple dans le domaine des médias. Alors même que les structures et l'organisation de la radio sont très différentes dans les deux pays, avec un contraste très fort entre centralisation française et décentralisation allemande, on y décèle aisément une fonction commune de reconstruction identitaire, d'autant plus importante qu'elle commence à être relayée par le nouveau média, la télévision, qui introduit dans les salles à manger l'image réparée et apaisée de sociétés aspirant à s'installer dans la paix.

Facteurs et acteurs

Au-delà de l'observation de ressemblances, il convient d'identifier les facteurs de rapprochement et d'intégration, de convergence et de décalage, de mutation et de similitude croissante. On peut facilement isoler les moteurs issus du contexte, des structures, de l'idéologie, des générations en présence, on s'attardera ici plutôt sur le rôle des acteurs, qu'ils soient décideurs ou médiateurs.

Pour les premiers, la politique intérieure joue un rôle décisif, tout comme le font les contraintes internationales confrontées aux intérêts nationaux. Ainsi l'évolution de la stratégie américaine en Europe au début des années 1960, avec l'accent placé sur la dissuasion nucléaire, et la crainte allemande d'un désengagement américain sur la question de la division sont-elles des déterminants majeurs du choix que fait Adenauer de se rapprocher de de Gaulle au point de s'engager dans la signature d'un traité que les forces politiques au Bundestag s'empresseront de vider de sa substance en y adjoignant un préambule. Si le traité de l'Élysée de janvier 1963 n'est qu'un épisode qui ne prendra sa signification que dans sa mise en application dans les décennies suivantes, il est un exemple, du côté français, de la tentative d'instrumentaliser le rapprochement franco-allemand pour servir le projet d'organisation du bloc continental ouest-européen que de Gaulle intitule Union politique de l'Europe et dans lequel il est prêt à offrir une place privilégiée à Bonn en échange de son soutien.

D'un point de vue politique et sociologique, on observe du côté des décideurs des similitudes progressives dans la formation des élites — et cela malgré les différences pérennes entre les deux systèmes en raison de la spécificité des grandes écoles françaises. Toutefois c'est le facteur générationnel qui apparaît comme décisif, l'expérience de la guerre induisant une relative communauté d'analyse chez les décideurs des

deux pays. Il en découle, en particulier chez les experts et conseillers des politiques français et allemands, un volontarisme similaire en matière de construction européenne⁵. On le trouve ainsi en parallèle chez Jean Monnet assisté de Robert Marjolin et chez Herbert Blankenhorn ou Walter Hallstein. C'est ce volontarisme qui fut déterminant lors de la préparation et de la signature des accords de Paris de 1954, en particulier du côté français avec le diplomate Jean-Marie Soutou qui sut convaincre Pierre Mendès France, d'abord réticent face à Adenauer. Tandis que l'expérience pèse souvent par les préventions qu'elle induit (le psychodrame qu'a provoqué en France le projet de Communauté européenne de défense en témoigne), on assiste également dans cette période à des phénomènes d'apprentissage, comme par exemple dans le règlement de la question sarroise ou dans le rapprochement des positions pour l'élaboration des traités de Rome en 1957. Aussi le groupe des décideurs se recoupe-t-il en partie, par ses réseaux, avec celui des médiateurs, que ceux-ci fussent actifs dans le monde économique, dans les cercles d'experts ou dans les milieux culturels. L'attention reste toujours très centrée sur un type radicalement nouveau de médiateurs, apparu dans cet après-guerre et qui, avec Alfred Grosser et le Comité d'échanges avec l'Allemagne nouvelle ou Joseph Rován et le Bureau international de liaison et de documentation (BILD), se sont attachés à renouveler des échanges avec l'Allemagne. Ils ont été efficaces par un rôle de conseil (Rován auprès du ministre gaulliste Edmond Michelet par exemple) et d'agitateurs d'idées, mais cela ne peut pour autant masquer la persistance générale de préjugés et stéréotypes sur le voisin, y compris dans le milieu des études germaniques françaises, et chez les intellectuels dans l'ensemble. Le domaine culturel est d'ailleurs l'un de ceux où se manifeste le plus nettement un déséquilibre franco-allemand dans l'intérêt pour l'autre et qui, pour cette raison, invite à considérer un rapprochement comme le fait d'une des parties. L'exemple du nombre de traductions d'ouvrages de la langue de l'autre est très parlant : en 1950 paraissaient en France 67 ouvrages traduits de l'allemand, contre 245 en Allemagne fédérale, traduits du français⁶.

Un acteur invisible, mais fort efficace, des rapprochements franco-allemands dans les années 1950 et 1960 est la guerre froide que l'on considère habituellement comme un élément du contexte et comme le cadre de l'action dans le monde bipolaire. Du côté français, elle a été un accélérateur dans le rapprochement — par les actes et dans les représentations — dans la mesure où le péril soviétique est apparu désormais comme plus important que le danger allemand. Du côté ouest-allemand, la guerre

5. Gérard BOSSUAT, *Les Fondateurs de l'Europe unie*, Paris, 2001.

6. Christophe CHARLE, « Intellectuels et écrivains en France et en Allemagne dans les années cinquante », dans MIARD-DELACROIX, HUDEMANN, *Wandel und Integration*, op. cit., tableau p. 277.

froide donna un caractère d'urgence et une dimension de survie à un ancrage occidental, auquel toutes les forces politiques, excepté le KPD interdit en 1956, s'étaient ralliées : la social-démocratie avait d'abord vu son anticommunisme conforté par la création du SED en zone soviétique en 1946, puis abandonnait en 1959 son hostilité à l'économie de marché et son attachement à l'héritage marxiste. Le programme de Godesberg n'est d'ailleurs pas exempt de contradictions dans la perspective des rapprochements franco-allemands car, d'un côté, il contribua à l'aplanissement des obstacles sur la voie du pouvoir et donc à une pratique de la coopération politique du SPD avec Paris, d'un autre, il fit naître une nouvelle asymétrie entre les deux paysages politiques et en particulier entre les deux gauches fort différentes dans leur rapport au réformisme.

Enfin, la guerre froide est devenue le déterminant majeur au nom duquel il fallait refuser de se comporter comme on l'avait fait après la Première Guerre mondiale. Ce fut le cas dans l'insistance sur la nécessité de créer et développer des échanges entre les sociétés civiles, avec la promotion des jumelages de villes et puis des échanges de jeunes pris en charge par l'Office franco-allemand pour la jeunesse : ces cadres ont d'abord permis ce qu'on a appelé à tort la « réconciliation » franco-allemande au lieu d'y voir le réel travail de découverte de l'autre, de familiarisation avec lui et de compréhension de ses perceptions et contraintes. Ces structures eurent aussi de commun la volonté de ne pas réitérer des erreurs passées et l'idée implicite qu'il fallait que le rapprochement se fit non seulement par la base, mais bien sur le tronc commun des valeurs occidentales, ce qui impliquait aussi que le communisme jouait le rôle d'un repoussoir. La guerre froide intervint ainsi en même temps comme réalité politique et dans sa dimension normative. Toutefois, l'anticommunisme n'eut pas la même importance et la même fonction dans les deux pays : alors qu'il a constitué en Allemagne le second pilier d'identification à côté de l'antnazisme, la dimension idéologique a été en France un facteur de division de la société tout en favorisant la formation de groupes, notamment dans le domaine de la culture.

Des différences persistantes

En dehors des décalages temporels, ou asynchronismes, constatés dans les processus de rapprochement entre les deux sociétés, on observe la persistance de réelles différences au cours des premières décennies d'après-guerre. La première différence majeure touche autant aux réalités matérielles qu'aux représentations et constitue une ligne de partage aisément visible : c'est la différence entre une continuité en France et une rupture en Allemagne. Malgré les résultats de la recherche des dernières décennies, qui a considérablement relativisé la réalité de la césure de 1945

en Allemagne, mettant autant en évidence certains éléments de continuité de part et d'autre de la catastrophe que la fonction symbolique de la notion « d'année zéro » (*Stunde Null*), la rupture est évidente dans certains domaines, comme la vie politique et en particulier la pratique parlementaire, et plus généralement dans la culture politique, où prédominent désormais le pluralisme, la décentralisation avec le partage du pouvoir, et la recherche du compromis. La rupture apparaît aussi dans les médias, dans les structures des organismes de radiotélévision comme dans l'utilisation politique du média. Elle est surtout fondamentale, bien que de manière plus complexe, dans l'armée, où le rapport avec la société est en contraste très fort avec le passé : en République fédérale, où naît une armée de « citoyens en uniforme », la rupture est triple, avec la tradition, dans le mode de socialisation des soldats et dans les structures. Il faut y ajouter la spécificité allemande que constitue le droit à l'objection de conscience. À ces ruptures majeures en Allemagne s'opposent des lignes de continuité en France, que ce soit dans le système des partis de la III^e et de la IV^e République, que ce soit dans la forme particulière de républicanisme mêlée de bonapartisme dans le régime mis en place sous l'égide de de Gaulle en 1958. Le contraste franco-allemand en matière de ruptures et de continuités englobe également le rapport au passé et la gestion de la mémoire.

On peut ensuite énumérer les domaines où les deux pays manifestent des différences : soit parce que le mouvement de similitude croissante a été un temps suspendu, avant que l'on puisse observer une convergence fonctionnelle, comme par exemple la stabilisation du système parlementaire dans les deux pays ; soit en raison de l'inégalité de situation de départ dans l'après-guerre, en termes juridiques ou diplomatiques, qui renforça pour longtemps l'opposition entre vaincu et tuteur ; soit encore à cause du contexte international. Ainsi jusqu'en 1958 a-t-on été frappé par le contraste entre stabilité gouvernementale allemande et instabilité ministérielle française ; en France, les guerres de décolonisation furent une spécificité que n'eut pas à connaître l'Allemagne, avec d'importantes répercussions, pour le moins sur le budget et l'économie entière ; en matière économique, on a vu s'opposer deux philosophies fondant des pratiques nationales différentes, socialcolbertisme français contre *Ordnungspolitik* ouest-allemande.

Rapprochement

Tout découpage est arbitraire. Mais s'il en est un dont les effets sont particulièrement pervers en matière d'histoire franco-allemande, c'est celui qui consiste à dater le rapprochement franco-allemand en le faisant remonter au traité de l'Élysée du 23 janvier 1963, au mieux au plan

Schuman du 9 mai 1950. Cet effet d'optique, renforcé par la pratique commémorative (dont on oublie que sa fonction pédagogique s'exerce avant tout pour les contemporains de la commémoration), est dû au fait que jusqu'en 1949, la France fut le seul des deux partenaires à avoir une activité diplomatique, pour la simple raison que la RFA n'existait pas encore. Or on sait que, contre l'image d'extrême dureté et d'absence de projet constructif des Français qu'a véhiculée la première historiographie de l'après-guerre, elle-même fortement influencée par les sources diplomatiques américaines, les projets français de rapprochement franco-allemand furent élaborés et formulés bien plus tôt, pour certains dès le gouvernement à Alger en 1943 et renforcés à partir de l'hiver 1945-1946, et qu'ils ont été en partie mis en pratique en Allemagne peu de temps après la fin de la guerre avant de réellement s'imposer à partir de 1947⁷. Or, pour la question des rapprochements des années 1950 et 1960, les premières années d'après-guerre ont été d'une grande importance, en particulier par la mise en action de ce qu'Alfred Grosser a appelé le « capital humain », avec la création de réseaux dans la politique et la culture qui posèrent les fondements des décisions politiques ultérieures et assurèrent leur acceptation par la base : c'est une socialisation franco-allemande qui a été déterminante, non seulement sur la base d'un enthousiasme idéaliste mais précisément aussi à partir de situations particulièrement conflictuelles. Elles permirent la cristallisation, souvent involontaire d'abord, d'un grand nombre de perspectives constructives sur le long terme qui commencèrent alors à rayonner sur des sphères éloignées du champ d'action franco-allemand étroit.

Ainsi la dimension temporelle est-elle essentielle pour juger de processus qui ne ressortent pleinement que cinquante ans plus tard lorsqu'apparaît la tendance plus vaste de convergence générale des sociétés occidentales. L'exemple américain a joué un rôle important dans l'homogénéisation culturelle progressive : caractérisée notamment par l'aplanissement, dans chaque pays, des différences traditionnelles entre la ville et la campagne ou entre les classes sociales, elle s'est réalisée certes par le biais de transferts issus des États-Unis, mais elle a aussi été marquée par des résistances intellectuelles à la culture de masse et par la construction d'identités et de styles de vie propres aux sociétés européennes. Il conviendrait désormais de procéder, dans différents domaines à une comparaison franco-allemande systématique des modalités de transfert culturel venues d'outre-Atlantique.

7. Dietmar HÜSER, *Frankreichs « doppelte Deutschlandpolitik » : Dynamik aus der Defensive - Planen, Entscheiden, Umsetzen in gesellschaftlichen und wirtschaftlichen, innen- und außenpolitischen Krisenzeiten, 1944-1950*, Berlin, 1996.

Qu'on ne se méprenne pas, on se trouve dans les années 1950 et 1960 dans une phase certes accélérée mais encore précoce du processus de ressemblance croissante des deux sociétés. Qu'on ne se méprenne pas non plus sur le caractère inéluctable d'un processus qui échapperait aux acteurs. Au contraire, comme on a pu le montrer sur la question des médiateurs, mais aussi des réseaux mis en place et des échanges, ce mouvement relève largement des volontés. Et au-delà des expressions et manifestations de solidarité, c'est aussi parce que ces volontés ont mis en place des structures, notamment européennes, d'interpénétration plus encore que de coopération, que les différents rapprochements relevés ont pu être possibles et durables. On ne saurait pour autant parler d'uniformisation de deux sociétés qui suivent dans le même temps un processus de mutation identitaire : à l'intérieur d'une tendance à la similitude croissante dans les modes de vie et les valeurs des deux pays perdurent en effet des différences plus fines, dont un bon nombre sont issues de la révolution des valeurs mais également des expériences de la catastrophe et, sur le long terme, de la gestion de la mémoire.

Hélène MIARD-DELACROIX

Hélène Miard-Delacroix, professeur des universités et responsable du département d'études germaniques à l'École normale supérieure lettres et sciences humaines à Lyon a récemment publié : Hélène MIARD-DELACROIX et Rainer HUDEMANN (dir.), Wandel und Integration. Die Pariser Verträge 1954 im Prozess der deutsch-französischen Annäherungen der Nachkriegszeit – Mutations et intégration. Les accords de Paris de 1954 dans le processus des rapprochements franco-allemands d'après-guerre, Munich, Oldenbourg, 2005 ; « Willy Brandt, Helmut Schmidt und François Mitterrand – vom Komitee gegen den Ministerpräsidentenerlass 1976 bis zur Krise der Mittelstreckenraketen 1983 » dans Horst MÖLLER, Maurice VAISSE (Hrsg.), Willy Brandt und Frankreich, Institut für Zeitgeschichte/IEP, Munich, Oldenbourg, 2005 ; « Les germanistes dans la diplomatie française au milieu du XX^e siècle, générations de passeurs entre intelligence de l'autre et préventions », dans Pierre BÉHAR, Michel GRUNEWALD (dir.), Frontières, transferts, échanges transfrontaliers et interculturels, Berne, P. Lang, 2005 et Question nationale allemande et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande dans les années cinquante, Lille, Presses du Septentrion, 2004.